

ENTRETIEN

" L'efficacité énergétique doit être une priorité pour les Etats "

L'Agence internationale de l'énergie publie son rapport 2012. Fatih Birol, son économiste en chef, insiste sur le renouveau pétrolier américain



Fatih Birol, économiste en chef de l'Agence internationale de l'énergie, en février.

MOHAMMED AMEEN/REUTERS

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) publiait à Londres, lundi 12 novembre, son rapport 2012. Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE, né à Ankara en 1958, en trace les principaux enseignements.

**Vous alertez sur le retard pris dans un dossier crucial :
l'efficacité énergétique...**

C'est un échec majeur des politiques publiques dans tous les pays. Même si, en 2011, les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et la Chine ont réduit leur consommation en énergie, nous sommes très loin des investissements nécessaires. Le potentiel pourtant est immense, notamment dans la construction et la rénovation de bâtiments, où 80 % des sources d'économies possibles restent à faire. Dans l'industrie, seulement la moitié du chemin a été réalisé.

C'est un échec mais aussi une grave erreur, car les économies d'énergie sont un instrument-clé dans la lutte contre le réchauffement. Or l'urgence

est là. Si aucun changement majeur n'intervient dans le paysage mondial de l'énergie avant 2017, il sera impossible de tenir l'objectif d'une hausse maximale des températures de 2 °C d'ici à 2050. Concentrer les efforts sur l'efficacité énergétique - dont les résultats se font vite sentir - permettrait de gagner du temps. Et de repousser l'échéance fatidique de 2017 à 2022.

Par ailleurs, l'efficacité énergétique permet aussi de réduire la facture des importations de pétrole ou de gaz. Un enjeu important en ces temps de crise et de réduction des déficits.

En réalité, la demande d'énergie continue de progresser...

La demande d'énergie va croître de plus d'un tiers d'ici à 2035, la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient représentant 60 % de cette poussée. Mais il est surtout intéressant de constater que les fondements du système énergétique mondial sont en train d'être bouleversés, et ce pour deux raisons majeures : le retour massif de l'exploitation du pétrole et du gaz aux Etats-Unis, au Canada et en Irak ; et le déclin du nucléaire.

En 2017, au plus tard, nos projections montrent que les Etats-Unis deviendront le premier producteur mondial de pétrole devant l'Arabie saoudite. Ils produisent aujourd'hui 10,9 millions de barils par jour à comparer avec 11,6 millions pour Riyad. D'ici une dizaine d'années, les Etats-Unis n'auront plus besoin d'importer du pétrole du Moyen-Orient. Cette réalité aura des conséquences qui dépasseront largement le marché de l'énergie. Elles seront aussi géostratégiques.

Cette future autonomie énergétique américaine est due au développement des technologies de pointe qui lui permettent notamment d'exploiter les hydrocarbures non conventionnels comme le pétrole et le gaz de schiste. Voilà pour l'offre. Côté demande, la politique menée par l'administration Obama a poussé au développement des biocarburants et des voitures plus propres. La consommation intérieure est donc en baisse.

Et le déclin du nucléaire ?

Après la catastrophe de Fukushima, l'Allemagne, la Suisse, le Japon et la France ont décidé de renoncer ou de réduire la part de l'atome dans leur production d'électricité. Du coup, puisque l'efficacité énergétique n'est pas au rendez-vous, le gaz, le charbon et les renouvelables vont être plus sollicités. Mais cette moindre diversité du portefeuille énergétique mondial va conduire à une hausse du prix de l'énergie. Selon nos prévisions, en 2030, le prix de l'électricité en Europe devrait être 50 % plus élevé qu'aux Etats-Unis. Les Européens restent fort dépendants du charbon, et le prix du gaz y est déjà aujourd'hui cinq fois plus haut qu'outre-Atlantique. Regardez aussi ce qui se passe en Allemagne, qui a décidé de stopper le nucléaire : la facture d'électricité des ménages augmente en raison du soutien aux renouvelables.

Ce prix élevé de l'électricité sera un handicap de compétitivité supplémentaire pour les industriels européens et une ponction sur le pouvoir d'achat des populations.

Vous soulignez l'essor du pétrole et du gaz de schiste aux Etats-Unis. La France, elle, les interdit. Qu'en pensez-vous ?

Je respecte la décision du gouvernement français. Mais il faut en mesurer les conséquences. La France réduit la part du nucléaire, interdit le gaz de schiste et vise à limiter plus fortement ses émissions de CO₂. Ces trois éléments sont-ils compatibles ? Je n'en suis pas sûr.

Est-ce une erreur, donc ?

Je crois qu'il est possible d'exploiter proprement le gaz de schiste à condition de fixer un cadre réglementaire très strict aux industriels qui devront faire des investissements technologiques importants. Mais le jeu en vaut la chandelle, car les bénéfices à tirer de cette ressource peuvent être très élevés.

Si les sous-sols français disposent de réserves importantes...

Absolument mais comment le savoir si l'on ne va pas regarder ?

L'industrie du photovoltaïque va mal. Pensez-vous que le solaire pèsera un jour dans le paysage énergétique mondial ?

Le solaire sera une énergie majeure à l'avenir. Mais, aujourd'hui, la guerre commerciale fait rage, les politiques publiques sont brouillonnes et les technologies ont besoin de progresser. En conséquence, je ne pense pas qu'il pèsera vraiment dans les vingt ans qui viennent.

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

© Le Monde